

Des commentaires accablants...

Rendus publics le 24 mai dernier à Paris (France) par une équipe d'experts de la Banque Mondiale et du FMI, les commentaires sur le 3ème "Rapport annuel" (2003) de mise en œuvre du "Cadre stratégique de Lutte contre la pauvreté" en Mauritanie sont loin d'être tendres...

Les commentaires des équipes du FMI et de la Banque Mondiale sont divisés en deux parties. Dans la première partie leur principal commentaire a d'abord porté sur la forme même du Rapport élaboré par le CDHLCP : " le document comporte beaucoup d'informations, au point de donner le sentiment d'être un catalogue ", ont-ils noté.

Dans l'ensemble le rapport est plus ou moins de bonne qualité, mais sur le fond, les dimensions " analytique et stratégique " sont quasi-absentes de ce Rapport.

A l'avenir, ont insisté les experts des institutions de Bretton Woods, il faudra à nos cadres du CDHLCP : " travailler beaucoup plus le fond et affiner les orientations stratégiques en matière de pétrole, pêche et dette extérieure. ". La Banque mondiale et le FMI soulignent enfin que l'approche participative mériterait d'être davantage renforcée, sinon généralisée et systématique à tous les niveaux du CSLP en Mauritanie.

Les institutions de Bretton Woods s'étonnent, concernant les développements sectoriels, de l'absence dans le rapport de projections qui tiennent compte de l'exploitation prochaine du pétrole. " Une place plus importante devrait être accordée à des questions cruciales telles que le pétrole (estimations de la production et des flux financiers, gestion des ressources pétrolières, cadre juridique, impact environnemental) et la pêche, et les implications des développements récents dans ces secteurs sur le cadre macro économique à moyen terme ".
L'ouguiya et le développement sur les marchés des changes n'ont pas été épargnés par les commentateurs. Selon eux, une analyse complète des évolutions constatées sur " les marchés des changes officiel et parallèle en 2003, et son impact sur l'activité économique en

Mauritanie " aurait renforcé la qualité du Rapport mauritanien.

"Les aspects liés à la réduction des inégalités et de la pauvreté de certaines politiques économiques et sectorielles n'ont pas été évaluées " ont encore constaté les experts. De même que " les défis rencontrés et les contraintes, qui ont retardé la réalisation de certaines activités programmées durant l'année 2003 " et qui " n'ont pas été identifiés ".

L'exécution budgétaire n'a pas non plus échappé à la critique. Il serait souhaitable, ont préconisé les experts de Washington, " de compléter l'information sur l'exécution des dépenses en 2003 par des données nouvelles incluant aussi le premier trimestre de l'année 2004. " " La question de la capacité d'absorption des ressources publiques sur financement extérieur n'est pas bien traitée, alors qu'il s'agit d'un thème récurrent. "

La stratégie de bonne gouvernance, et en particulier la lutte contre le fléau de la corruption devrait également selon le FMI et la Banque Mondiale " être plus développée " dans le Rapport.

La seconde partie des commentaires d'experts des institutions Bretton Woods, beaucoup plus détaillée, passe en revue certains domaines clés du CSLP :

Le cadre macroéconomique :

"l'inflation : il faudrait affiner l'analyse de l'impact sur la liquidité et l'inflation du transfert des dépôts de l'Etat, des banques primaires vers la Banque centrale de Mauritanie (BCM) en 2003. il serait utile d'expliquer le mécanisme de ce transfert. Par ailleurs, il convient de réviser du taux d'inflation en 2003 (IHPC) et de 2004 en intégrant la hausse des prix et la dépréciation de l'ouguiya observée au cours des 4 premiers mois de 2004. une nouvelle estimation de l'inflation pourrait être faite pour 2004. Quelles sont les politiques envisagées en 2004 pour maîtriser les pressions inflationnistes de l'ouguiya. "

"Sources de croissance : " les actions entreprises pour les secteurs des pêches et des mines ont été énumérées, sans qu'on ait expliqué leur impact sur la production des deux secteurs. " Il a été remarqué par les experts qu'aucune réflexion n'a été faite sur " l'impact des actions depuis 2002

et leur contribution à la croissance. " " En outre, le lien entre la hausse des investissements publics en général et la croissance, sur la période 2000-2003 (+64 %) mériterait une analyse. De même la contribution du secteur agricole à la croissance devrait être évaluée. "

- les infrastructures structurantes de soutien à la croissance

"Transport : " aucune information relative à des sociétés para-publics telles que la Société des aéroports de Mauritanie (SAM) et le Port autonome de Nouakchott n'est fournie dans le rapport". Ils notent également que " l'encouragement de la participation du secteur privé au financement des infrastructures de transport est bel et bien un des objectifs du CSLP sur la période 2001-2004. Dans ce cadre, il avait été prévu en 2003 de lancer une étude d'identification des instruments appropriés à cette participation. Cependant l'activité n'a pas été lancée en 2003 et elle n'est pas prévue pour la période 2004-2005. " Pourquoi ?

" Par ailleurs il est noté dans le rapport que plusieurs études sur les infrastructures portuaires ont été réalisées, mais il n'a pas été spécifié lesquelles ? " " Une politique de développement portuaire qui intègre les deux ports est indispensable dans le cadre global d'aménagement du territoire ", ont indiqué les experts.

"Energie : les questions de chevauchements des mandats institutionnels entre les différentes entités intervenant dans ce secteur ne sont pas du tout évoquées dans le rapport. Les mesures envisagées pour résoudre ce problème qui a des implications négatives sur les financements ne sont pas spécifiées.

- Développement rural

"Le rapport de synthèse contient assez de détails qui n'ont rien à voir avec la lutte contre la pauvreté (activités de recherches agricoles et vétérinaires, campagnes de prophylaxie du cheptel, réformes institutionnelles du MDRE, etc). " En outre, le fameux " Plan d'urgence " apparaît en ligne de mire du développement rural, " alors qu'il ne constituait qu'un élément conjoncturel et ponctuel, ne faisant point partie des objectifs ciblés du CSLP, même si des moyens importants y ont été consacrés. " Concernant

les activités d'agriculture et d'élevage réalisée dans le cadre de la mise en œuvre du CSLP pour 2003, aucun chiffre n'est disponible dans le rapport principal, ni en termes de réalisations physiques, ni en termes de zones et de populations touchées. Ce qui aurait permis d'en apprécier l'impact en matière de lutte contre la pauvreté. "

Il est par ailleurs inscrit dans la matrice des actions prioritaires que le recensement général de l'agriculture et de l'élevage a été réalisé en 2003. Et les experts de la BM et du Fmi de se demander : " Est ce que c'est une erreur ou les résultats de ce recensement n'ont pas encore été communiqués aux bailleurs ? "

- Développement urbain

"Les parties consacrées au développement urbain dans le rapport sont très succinctes. Une bonne partie des travaux ciblés par le PDU est citée dans les bilans sectoriels (Eau, Energie, Santé etc.) limitant ainsi l'urbain à la gestion foncière et aux schémas d'urbanisme. Si le poids et l'évolution démographiques des villes semblent bien connus, ce n'est pas le cas pour leur développement spatial et économique. "

Santé

"Le rapport recense les actions réalisées dans le secteur au cours de 2003 mais aucune description de la situation n'est présentée. En effet, les indicateurs de performance du secteur n'ont pas été analysés ainsi que les contraintes qui ont affecté la mise en œuvre des actions prioritaires. " Et les experts de se poser la question : " comment expliquer la dégradation, en particulier à Nouakchott, de l'état sanitaire de la population ? ; Alors même que les dépenses budgétaires de santé ont augmenté et que les indicateurs de suivi se sont améliorés. "

- VIH/Sida

"Le VIH/Sida est quasi-absent du rapport. Remarque de taille, il a été noté que le mot n'est même pas cité dans la liste des acronymes. Et quand on parle du sida dans le rapport, ce n'est que dans la rubrique "santé. " Tout le travail sur la multisectorialité de la lutte contre le VIH/Sida en Mauritanie n'a pas été pris en compte, ni l'idée que le Sida est un problème de développement et pas seulement un

problème de santé ; ni non plus le fait que la place de la lutte contre le VIH/Sida dans l'agenda gouvernemental est capital.

- Nutrition

L'analyse sur le sous-secteur de la nutrition est faible. En ce qui concerne le Projet Nutricom aucune information sur le nombre et la qualité des services n'est fournie. Des mesures concrètes et réalistes devraient, selon les équipes du Fmi et de la BM, être programmées pour lutter activement contre la malnutrition des enfants et des femmes enceintes.

- Education

"Le rapport se focalise sur la liste des activités menées et sur deux indicateurs uniquement. Alors que l'analyse du secteur devrait s'étendre à d'autres indicateurs clés comme la qualité et l'équité. Il serait utile de faire un résumé sur

l'analyse Bénéfice/Incidence du secteur qui a été effectuée et voir si les investissements du secteur ont contribué à la réduction de la pauvreté. "

- Justice

Concernant la justice, il est mentionné que " des consultants ont été sélectionnés en 2003 pour élaborer les textes d'application du Code du commerce, mais aucune activité complémentaire n'est programmée pour la période 2004-2005. "

" Ne serait-il pas opportun d'adopter et de mettre en application ces textes au cours de 2004 ? Quel est l'état de préparation du code de déontologie des fonctionnaires ? "

- Efficacité des dépenses publiques

" Dans le cadre de l'efficacité des dépenses publiques, il est prévu le renforcement des moyens humains et matériels de la Cour des Comptes. Cette institution dispose de moyens humains et matériels largement suffisants pour accomplir ses fonctions. A ce jour, cet organisme qui existe depuis plus de 11 ans n'a examiné ni jugé aucun compte public. Le problème actuel est de mettre cet organisme au travail conformément aux textes en vigueur.